

La fin de la « pax americana »

Analyse

GILLES PARIS

WASHINGTON - correspondant

M. TRUMP REFUSE, COMME IL L'A MAINTES FOIS RÉPÉTÉ, QUE LES ETATS-UNIS SOIENT « LE GENDARME DU MONDE »

Il y a trois semaines, lors d'une conférence de presse, le président Barack Obama avait été interrogé sur la responsabilité américaine dans la tragédie syrienne. « *Il y a des endroits dans le monde où des choses horribles se produisent, et parce que j'occupe ce bureau, parce que je suis président des Etats-Unis, je me sens responsable, avait-il avoué. Je me demande tous les jours, est-ce que je pourrais faire quelque chose qui sauverait des vies, faire une différence et épargner un enfant qui ne mérite pas de souffrir.* » Dans le cas syrien, comme il n'en démordra sans doute jamais, M. Obama a pourtant jugé qu'il ne devait pas agir. Parce que les intérêts américains n'étaient pas en jeu selon lui. Parce qu'une intervention, a-t-il pensé, n'aurait pas été la garantie d'un succès. Pendant ses huit années au pouvoir, ce président qui s'était construit contre l'invasion de l'Irak, dans la défiance de l'action pour l'action, et de la force comme principal *modus operandi*, a été soumis à des injonctions contradictoires. Il n'a cessé de réduire l'empreinte militaire américaine dans le monde, parce que « *ce n'est pas parce qu'on a le meilleur matériau qu'on doit voir chaque problème comme*

un clou », comme il l'avait assuré à West Point en 2014. Mais il n'a cessé non plus d'être rappelé aux responsabilités de la puissance américaine et des idéaux dont elle se réclame. Plus d'une fois, ses adversaires républicains l'ont d'ailleurs accusé d'effacement et de faiblesse.

Depuis plus d'une décennie, en fait, les Etats-Unis qui n'aiment rien tant que se définir comme le phare du « *monde libre* » tournent et retournent autour du concept de « *nation indispensable* » repris par les présidents en place, y compris M. Obama. Central dans leur politique étrangère pendant le bref instant de l'hyperpuissance consécutif à la disparition de l'Union soviétique, ce concept-slogan a été le synonyme d'une *pax americana*. Il pourrait vivre ses dernières heures avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

STABILISATION À DISTANCE

A la vérité, la rupture à venir entre un président mû par l'analyse à froid et un successeur porté par l'instinct cache de nombreuses convergences. Comme M. Obama, le futur président considère qu'une seule forme de « *nation building* » est nécessaire : celle qui concerne les Etats-Unis. Comme lui, il envisage un recentrage sur la défense stricte des intérêts américains, qui se heurtent selon lui à la Chine, mais pas à la Russie. L'un comme l'autre expriment une défiance envers l'interventionnisme défendu initialement par les libéraux au sens anglo-saxon,

c'est-à-dire la gauche, puis repris par la synthèse néoconservatrice incarnée, sans doute malgré lui, par le dernier républicain en date, George W. Bush.

Manifestement peu porté sur la réflexion stratégique, M. Trump n'a pas articulé pendant la campagne une vision des relations internationales clairement identifiable, mais il s'est montré constant dans le rejet des politiques étrangères passées. Il privilégie au-delà des frontières américaines l'ordre, même injuste, à la défense des valeurs démocratiques que les Etats-Unis se flattent d'incarner. Et il refuse, comme il l'a répété, que les Etats-Unis soient « *le gendarme du monde* ».

On retrouve ces prémices dans la « stabilisation à distance » (« offshore balancing ») prônée par les théoriciens « réalistes » John Mearsheimer et Stephen Walt dans un article publié par la revue *Foreign Affairs* avant l'élection présidentielle. Il s'agit du retour à un concept proche de l'endiguement des adversaires des Etats-Unis. Il dispense Washington d'intervenir à moins que ses intérêts soient en jeu et suppose un partage du fardeau avec les puissances alliées qui a été justement central dans le discours de M. Trump. Selon John Mearsheimer et Stephen Walt, cette stabilisation à distance a été pratiquée globalement avec succès de 1945 à 1991, jusqu'à l'émergence de la *pax americana*, y compris par le président dont M. Trump s'est le plus inspiré en politique intérieure, Richard Nixon.

Alors que la tentation de « l'hégémonie libérale » a conduit les Etats-Unis à des conflits interminables en Afghanistan et en Irak tout en érodant les valeurs américaines qui sous-tendaient ces interventions – tortures, exécutions extrajudiciaires par drones interposés, et programmes de surveillance de masse –, le retour à cet objectif de stabilisation dispensé de toute dimension morale suppose toutefois des renoncements de la part de M. Trump.

Tout d'abord, la tentation illusoire de l'isolationnisme et de l'unilatéralisme totalement contradictoires avec le slogan de sa campagne présidentielle promettant de rendre l'Amérique « *à nouveau grande* ». Il implique par ailleurs l'opiniâtreté et la constance, une pratique orthodoxe de la diplomatie, et le respect du jeu des alliances et de leurs implications, autant de valeurs assez peu en adéquation avec l'exercice du pouvoir pour l'instant verbal pratiqué par le milliardaire.

Si ce dernier mettait au contraire en pratique sa volonté annoncée de déchirer l'accord sur le nucléaire iranien, d'enterrer un accord de libre-échange avec les pays riverains du Pacifique, et de s'affranchir des contraintes de l'Alliance atlantique, il pourrait rapidement constater que cette mise en congé des Etats-Unis ne garantirait pas une posture plus confortable ni plus prometteuse dans un monde en quête de nouveaux équilibres. ■

paris@lemonde.fr

La presse est enfin tentée par une cure de désintoxication sondagière

Après les nombreux scrutins qui ont récemment rappelé à quel point les enquêtes d'opinion étaient faillibles, « *Le Parisien* » a renoncé à en commander pendant la campagne présidentielle. Une prise de conscience nécessaire pour préserver le débat démocratique

Par ALAIN GARRIGOU

Sont-ce les premiers signaux d'un grand chambardement ? Les rédactions bruissent de doutes sur la prolifération des sondages. *Le Parisien/Aujourd'hui en France* a même franchi le pas en annonçant – avant d'autres ? – renoncer à commander des sondages politiques pendant la campagne présidentielle. Plus discrètement, d'autres médias ont déjà infléchi leur couverture de la politique en envoyant leurs journalistes « sur le terrain », ou encore, comme on dit, « à la rencontre des gens ».

La relative accalmie dans la publication des sondages pourrait bien ne pas être la seule conséquence des fêtes de fin d'année, mais bien le premier symptôme d'une cure de désintoxication, tant l'usage des sondages par la presse, en France notamment, a pu être à bon droit comparé à une addiction. Pour ces premiers signaux à confirmer, il a fallu bien des fiascos, un peu partout depuis deux ans : en Israël, en Pologne, au Brésil, au Canada, au Danemark, en Autriche, avec le « *Grexit* », le « *Brexit* », avec l'élection présidentielle américaine et les élections françaises – départementales et régionales en 2015, primaire de la droite et du centre en 2016. Sans doute ces défaillances ont-elles été diverses. Les sondages ont livré des verdicts erronés, comme sur le Brexit – même si les sondages prétendent ne jamais se tromper puisqu'ils ne feraient pas de pronostics ; ils ont inversé leur pronostic à la dernière minute, comme au Canada ; ils ont annoncé à tort des victoires locales, comme celles du FN en France ; et s'ils ne se sont pas complètement trompés en donnant un avantage en voix pour Hillary Clinton, ils ont contribué à faire oublier que le chiffre national ne compte pas dans des élections d'abord fédérales.

Les responsabilités sont donc partagées par ceux qui calculaient en fonction de ces sondages. A commencer par les candidats, toujours

aussi crédules, malgré les mésaventures retentissantes accumulées au moins depuis Lionel Jospin en 2002. Cette fois cependant, la défaillance américaine a suscité un débat dans la presse sur le travail journalistique, la foi aveugle placée dans les sondages, la désertion du terrain et l'abandon du patient travail d'enquête. Cet examen de conscience a trouvé un écho en France.

Les doutes se sont exercés aussi sur l'autre face des sondages – non point l'erreur, mais leur influence sur le vote : les vainqueurs seraient-ils les mêmes sans eux et surtout leur matraquage ? On sait que ces effets ont été longtemps niés, puis finalement considérés comme une chose normale, faisant partie du débat démocratique. On est en droit d'en douter quand Hillary Clinton a perdu les élections dans des Etats réputés acquis aux démocrates – évidemment sur la foi des sondages –, où elle n'avait pas daigné mener campagne. Les électeurs de la primaire de la droite et du centre auraient-ils si massivement porté leur choix sur François Fillon, si la montée tardive de celui-ci dans les sondages n'avait joué comme un principe de ralliement ?

« COURSE DE PETITS CHEVAUX »

En la matière, il suffit de poser les questions, de soulever les doutes pour que la passivité, le fatalisme ne suffisent plus. Plutôt que la force d'arguments rationnels, il a donc fallu que la multiplication des contre-performances bouscule cette redoutable amnésie. Un réveil à confirmer toutefois, si on considère qu'au lendemain de la primaire de la droite et du centre un quotidien publiait déjà les intentions de vote pour l'élection présidentielle de mai 2017. Et que les risques de discrédit pour la presse et l'honneur professionnel apparaissent enfin.

La perspective proche de l'échéance présidentielle contribue forcément au doute dans les salles de rédaction. Un double doute, en fait,

sur l'exactitude et les effets : pouvons-nous continuer à publier des chiffres aussi souvent erronés et pouvons-nous prendre le risque de contribuer ainsi à faire l'élection ? Ce doute ne porte donc pas seulement sur les sondages, mais aussi sur le rôle des journalistes. En parlant de « *course de petits chevaux* », comme le directeur de rédaction du *Parisien*, les journalistes ne font pas que reprendre la vieille critique des sondages, mais s'interrogent sur leur travail : n'est-il pas dévalorisant de commenter les pointages intermédiaires de la position des candidats pour émettre des supputations sur leurs chances respectives ? Est-ce bien encore la démocratie, quand ces pointages opèrent comme des élections intermédiaires sur lesquelles se calquent les stratégies, quand le temps de la campagne électorale a été justement conçu pour laisser au citoyen le temps de réfléchir à son destin et à ses choix ? Or ce temps de réflexion est en quelque sorte envahi par la clameur des pariés et des supporteurs. Peut-on continuer à déplorer l'inanité de la politique, la médiocrité des programmes sinon des hommes, si on l'organise ?

Les élections offrent une occasion exceptionnelle d'évaluer la fiabilité des sondages parce qu'elles sont le seul cas où leurs résultats peuvent être comparés aux résultats du vote. Sachant qu'il faut redresser les sondages électoraux pour que les intentions de vote approchent des résultats effectifs, preuve est faite que les sondés ne disent pas forcément ce qu'ils pensent. Alors que tous les autres sondages ne se prêtent pas à ce type de validation, leurs chiffres bruts ne sont donc pas redressés, mais en quelque sorte crus sur parole.

Et si, par leur place cruciale dans la compétition politique, les élections impliquent une plus grande vigilance, encore celle-ci doit-elle s'exercer sur l'usage des sondages au-delà, dès lors que toute la vie politique est jugée à l'aune des sondages, que les questions posées s'imposent d'abord à ceux qui les paient, qu'elles participent à l'identification des problèmes d'actualité, « *les questions que les gens se posent* », comme le déclarait avec naïveté le journaliste Michel Droit interrogeant le général de Gaulle en 1965. Cela fait longtemps, trop longtemps, pour ne pas enfin se décider à retrouver les voies de l'enquête et de la raison critique. ■

Alain Garrigou
est professeur
en sciences politiques
à l'université Paris-
Ouest - Nanterre-
La Défense

En finir avec le « mammouth »



**ET SI ON TUAIT LE MAMMOUTH ?
LES CLÉS POUR (VRAIMENT)
RÉNOVER L'ÉDUCATION NATIONALE**

Soazig Le Nevé
et Bernard Toulemonde
éd. de l'Aube, 304 p., 21 euros

Le livre

L'ouvrage de Soazig Le Nevé, journaliste, et Bernard Toulemonde, ancien recteur, pourrait être le livre de chevet du futur ministre de l'éducation en mai. S'il tient à rester le plus longtemps sur ce « siège éjectable », il découvrira tous les ingrédients de l'immobilisme qui ont fait leurs preuves. Si, en revanche, il souhaite rénover l'école en profondeur, il y trouvera un programme ambitieux tout autant qu'explosif. Au choix. Le titre reprend l'image popularisée par Claude Allègre, en 1997, pour désigner l'éducation nationale. Image quelque peu éculée, pourrait-on penser, si l'un des deux auteurs de l'ouvrage, Bernard Toulemonde, ancien membre de cabinets ministériels, n'était autre que le père de l'expression « *le mammouth* ». Lorsqu'il inventa la métaphore en introduction d'un livre, il y a trente ans, il ne pensait sans doute pas qu'en 2017, la comparaison avec l'animal serait toujours d'actualité. Le mammouth a même continué à s'engraisser, quand, dans le même temps, le niveau des élèves a baissé et les inégalités se sont creusées.

CENTRALISME NAPOLÉONNIEN

Sur un ton incisif qui ne manque pas de dérision, Bernard Toulemonde et Soazig Le Nevé plongent le lecteur dans les coulisses d'une machine qui « *sombre dans la déconfiture* ». Des ministres qui passent sans laisser de traces, plus prompts à soigner leur communication qu'à lancer des réformes de fond. Des syndicats qui refusent tout changement. Des lobbies – associations de professeurs, inspection générale – qui défendent leur pré carré disciplinaire. Des enseignants « *mal formés* », assommés par une administration bureaucratique. Un métier « *ancré dans le vieux monde* », avec son cloisonnement disciplinaire, son individualisme, ses méthodes d'enseignement vertical. Les exemples sont pléthores et la politique éducative de la gauche depuis 2012 en prend un coup. Najat Vallaud-Belkacem ? « *Disons-le tout net : il n'y a aucune vraie priorité de long terme, seulement l'affichage d'une refondation à toutes les sauces !* » La « refondation » de l'école ? Son ambition s'est éteinte au contact du « *mur des réalités* ». Les 60 000 postes promis ? « *Nul ne sait combien ont servi à améliorer l'encadrement des élèves.* »

Pour les auteurs, il serait plus que temps d'« *enterrer le mammouth* ». Remiser son ADN – qui repose sur un centralisme napoléonien – pour plus d'autonomie, d'innovation, de pouvoir aux acteurs locaux. Les mesures proposées ne sont pas inédites, et leur simple évocation suffit à soulever une levée de boucliers : la régionalisation de l'éducation, la liberté aux établissements de choisir leurs enseignants, l'expérimentation d'une école du socle. « *Il faudra un peu de courage* », reconnaissent les auteurs. C'est peu de le dire. ■

AURÉLIE COLLAS